

## VII SOMMET DES CHEFS D'ETATS ET/OU GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE

### **RECOMMANDATIONS SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AMB. ALFONSO MÚNERA**

**Conclusions :** La première conclusion, dans laquelle le consensus a été réitéré entre les pays membres de l'Association, c'est que l'objectif central énoncé au Sommet de Pétion Ville de réaliser la revitalisation de l'AEC a été atteint. Aujourd'hui, l'Association a un budget sain et des finances en ordre ; un Secrétariat travaillant en harmonie et avec des équipements technologiques adéquats ; des espaces de dialogues consolidés et un ensemble important de projets dans les domaines prioritaires.

Une seconde conclusion, c'est que, bien que des progrès considérables aient été accomplis, il y a des thèmes sur lesquels il faut continuer à travailler pour rendre les performances du Secrétariat plus efficaces. A cet égard, il est pertinent de formuler les **recommandations pratiques** suivantes :

--*Poursuivre le processus de renforcement du Fonds spécial.* Il y a eu une amélioration notable, grâce à la nomination d'un Gestionnaire de projet, avec son inclusion dans le budget du Secrétariat à partir de l'année prochaine, et avec le développement d'un ensemble d'initiatives des projets et sa présentation connexe à des organismes internationaux et des pays donateurs ; pourtant, il est nécessaire de mener des dialogues sur les moyens pour garantir une participation plus active, résolue et directe des pays en général, et, en particulier, de ceux qui constituent le bureau exécutif du Fonds spécial dans la gestion de fonds, surtout dans l'élan de la commercialisation des projets. Par ailleurs, un petit résumé a été élaboré dans le Secrétariat sur l'évolution du Fonds, auquel sont annexées des diverses études réalisées dans le passé sous les Présidences du Conseil des Ministres de la Colombie et du Mexique. Ces études, et en particulier, celle réalisée par la CEPALC en 2009, apportent des éléments suffisants pour les actions qui doivent être entreprises.

--*Repenser les procédures* pour obtenir un calendrier des réunions de l'AEC plus productif. Il faut prendre la décision par laquelle, une fois le Plan d'Action est adopté aux Sommets des Chef d'Etats, les comités des divers domaines doivent soumettre leurs actions à son aboutissement, et seulement dans des cas exceptionnels et avec son financement suffisant établi, ajouter des nouveaux projets.

--L'expérience a montré qu'il conviendrait plus de *réunir les directions du Transport et du Commerce*, sous le même directeur. En effet, à l'heure actuelle, il y a deux projets importants dans le domaine du commerce qui associent les aspects propres au commerce et au transport.

--En 2012, la sage décision a été prise d'*incorporer de nouveau la coopération dans le domaine de la culture et de l'éducation aux activités de l'AEC*. Il a été proposé de créer une coordination dudit domaine, vu que, jusqu'à la date, il est le travail volontaire du Secrétaire Général de coordonner son développement. En tenant compte du fait qu'il ne faut pas surcharger trop le budget de l'Association avec une nouvelle direction, il faut au moins combler le vide avec la nomination d'un coordinateur

avec l'expérience et les connaissances avérées de la coopération dans le domaine de l'éducation et de la culture.